

PolySeSouvient / Poly Remembers

Étudiants et diplômés de Polytechnique pour le contrôle des armes
Students and Graduates of Polytechnique for gun control

www.polysesouvient.ca ❖ info@Polysesouvient.ca ❖ @polysesouvient ❖ 514-816-7818



Montréal, le 24 septembre 2021

Le très honorable Justin Trudeau
Premier Ministre
Gouvernement du Canada
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0A2

Objet : Respect de vos engagements électoraux sur le contrôle des armes à brève échéance

Monsieur le Premier Ministre,

Permettez-nous d'abord de vous féliciter pour la réélection du Parti libéral et la vôtre, accédant pour un troisième mandat au poste de Premier Ministre du Canada. Comme vous le savez, PolySeSouvient a encouragé le vote libéral au cours de cette campagne. En effet, vos décrets de mai 2020 prohibant 1,500 modèles d'armes d'assaut ainsi que la précision et la clarté de [vos promesses](#) pour un programme de rachat obligatoire ont eu raison de notre déception devant [l'approche faible privilégiée par le Parti libéral depuis 2012](#) en lien avec le contrôle des armes.

En fait, [l'importance](#) qu'a pris la question du contrôle des armes dans le cadre de la campagne électorale et la conviction que [vous](#) et [vos candidats](#) avez démontrée nous ont donné confiance quant à la concrétisation d'une véritable interdiction des armes d'assaut et des chargeurs à grande capacité sous un prochain gouvernement libéral. Comme vous le savez, l'interdiction des armes paramilitaires constitue notre premier objectif [depuis 1989](#).

Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous exposer les conditions nécessaires, de notre point de vue, pour concrétiser vos engagements électoraux en matière de contrôle des armes de façon sincère, sérieuse et déterminée. Nous osons croire que le public canadien, dont le vote [a manifestement été influencé](#) par la question, s'attend autant que nous à des actions rapides et audacieuses en vue de renforcer nos lois sur les armes à feu.

Nous n'insisterons pas sur la faiblesse du projet de loi C-71 du ministre Ralph Goodale, qui prétendait remplir vos promesses de 2015 alors que [la plupart ne l'ont guère été](#), incluant [la vérification de la validité du permis d'un acheteur potentiel](#). Comme nous ne reviendrons pas en détail sur la vacuité du projet de loi C-21 du ministre Bill Blair, une législation pratiquement vide de mesures efficaces qui allait non seulement à [l'encontre d'une promesse clé](#) de 2019, mais qui aurait [aussi empiré la situation](#) en lançant la balle aux municipalités pour interdire les armes de poing et en proposant une mesure « drapeau rouge » qui aurait augmenté le fardeau pour les victimes et victimes potentielles.

Pour assurer une approche à la hauteur des attentes des Canadiens, nous vous demandons de nommer un ou une ministre de la Sécurité publique ou de la Justice (qui détenait le dossier par le passé) qui appuie réellement le contrôle des armes, soit à l'image du ministre Alan Rock qui avait piloté l'adoption en 1995 du projet de loi C-68, une loi révolutionnaire qui était complète et solide avant qu'elle n'ait été détruite par le gouvernement de Stephen Harper. Par exemple, un.e ministre ou député.e qui a publiquement défendu le projet de loi C-21 ne serait pas digne de confiance pour livrer sur le contrôle des armes à nos yeux.

En somme, nous vous demandons de nommer un ministre sur lequel vous pouvez compter pour :

- 1) effectuer de véritables consultations avant la rédaction de législation et de réglementation, notamment auprès des directeurs de police, représentants policiers, regroupements luttant contre la violence conjugale, intervenants en santé public et prévention du suicide, experts en droit, etc., en plus des groupes de victimes et d'usagers dont les chasseurs et commerçants d'armes (les lobbys dont le principal objectif est de [défendre des « droits » inexistantes](#) ou qui [prônent la désobéissance civile](#) ne sont pas des parties prenantes crédibles à nos yeux),
- 2) instaurer un programme de rachat obligatoire et de modification d'armes en vue de les rendre inopérantes de manière permanente le plus tôt possible étant donné que l'amnistie pour les propriétaires actuels prend fin le 30 avril 2022, et refuser tout délai de mise en œuvre associé aux contestations juridiques par les intérêts pro-armes,
- 3) compléter les décrets afin de prohiber de nombreux modèles ayant échappé à la réglementation (ex : [WK180](#), [IWI Tavor](#), [SKS](#), [Deyra MK](#), [Type 97](#), etc.)
- 4) enchâsser dans la loi une nouvelle définition des armes « prohibées » de manière à rendre l'interdiction des armes d'assaut complète et permanente, et instituer un système de pré-autorisation pour tout nouveau modèle d'arme à feu,
- 5) éliminer [les échappatoires, exemptions et exceptions](#) relatives aux chargeurs afin d'assurer le respect universel des limites légales de 5/10 cartouches, tout en considérant les bénéfices de sécurité publique d'une limite de 5 pour l'ensemble des chargeurs comme le souhaitent [7 Canadien sur 10](#),
- 6) prioriser la mise en œuvre de la loi C-71 adoptée il y a deux ans et demi,
- 7) amender le projet de réglementation déposé avant les élections habilitant la mise en œuvre de la loi C-71 de manière à assurer la vérification systématique de la validité du permis d'un acheteur potentiel tel que promis en 2015,
- 8) écarter tout délestage de responsabilité (notamment aux provinces) quant au contrôle des armes de poing pour plutôt instaurer une interdiction fédérale comme le souhaitent [7 Canadien sur 10](#), et immédiatement instituer un moratoire sur les nouvelles acquisitions d'armes de poing (ou, au minimum, interdire toute nouvelle importation et fabrication),
- 9) renforcer les critères dans la loi menant au refus automatique d'un permis de possession, investir des ressources substantielles dans le dépistage des candidats aux permis ainsi que dans la formation des agents et des tribunaux à l'égard de l'importance des mesures préventives (pour prioriser l'approche précautionnaire en lien avec les refus et révocations de permis, et les confiscations d'armes), et éliminer la période de grâce de six mois pour les propriétaires qui ne renouvellent pas leur permis,
- 10) bonifier l'accès des policiers aux registres de vente pour permettre la compilation des données, notamment en éliminant l'obligation d'obtenir un mandat de la cour, afin de leur permettre de mieux

repérer l'origine d'une arme non restreinte et de détecter des patrons de transactions suspectes comme les achats massifs et

- 11) mettre en œuvre la réglementation sur le marquage international des armes à feu conformément aux obligations du Canada en vertu de deux traités internationaux contre le trafic illégal — au lieu de les [reporter continuellement](#).

Aujourd'hui, monsieur le premier ministre, toutes les conditions gagnantes sont rassemblées pour que vous puissiez répondre aux attentes des Canadiens en matière de contrôle des armes : un mandat électoral clair, l'appui [majoritaire et solide du public](#), un lobby proarmes politiquement discrédité et l'appui de deux partis de l'opposition, surtout le [Bloc québécois](#) en plus du [NPD](#).

Il ne reste que de nommer un ministre qui est à la hauteur de la tâche.

Comme vous le savez, les crimes et les actes de violence commis à l'aide d'armes à feu continuent d'être en hausse au Canada, et la vente d'armes de poing augmente de façon exponentielle. Ces tristes statistiques ne changeront pas aussi longtemps qu'il n'y aura pas de changements concrets et considérables sur le terrain, ce que nous n'avons pas vu depuis que vous avez pris pouvoir il y a six ans.

En espérant fermement pouvoir collaborer avec vous et votre prochain gouvernement pour protéger la population et les générations futures contre la violence armée, nous vous prions de bien vouloir agréer nos sentiments les plus respectueux,

[Signatures retirée pour fin de publication]

Nathalie Provost, diplômée de Polytechnique,
 survivante et porte-parole de PolySeSouvient

Heidi Rathjen, diplômée de Polytechnique
 et Coordinatrice de PolySeSouvient